

Discours du Président de la Conférence internationale du Travail :

En premier lieu, je souhaite remercier le groupe des Amériques, et tout particulièrement la délégation de l'Argentine qui a soutenu notre candidature à la présidence de cette session de la Conférence internationale du Travail. Je remercie aussi le groupe gouvernemental de l'Union européenne qui s'est exprimé par le truchement du gouvernement des Pays-Bas et les représentants des employeurs et des travailleurs qui ont appuyé cette candidature. Merci d'avoir élu un représentant du gouvernement du Panama à la présidence de la Conférence internationale du Travail.

J'accepte cette nomination importante. Le gouvernement, présidé par M. Martín Torrijos Espino, a appuyé sans hésiter cette candidature qui permet à notre pays de représenter les Amériques à cette session qui réunit tous les partenaires sociaux. Cette responsabilité, que nous assumons dans le groupe des Amériques, est partagée car nous sommes convaincus que, tous ensemble, nous parviendrons à de meilleures conditions de travail, de santé, d'éducation et de développement social.

Je suis persuadé de pouvoir compter sur votre soutien à vous tous, gouvernements, travailleurs et employeurs, qui représentez le secteur social du travail. Je suis sûr qu'ensemble nous pourrions examiner toutes les questions soumises à la présente session de la Conférence, avec sérieux et bonne volonté, afin de réaliser les objectifs fixés pour la Conférence.

Sont réunies ici les autorités les plus élevées du monde du travail afin de débattre, d'analyser et de régler les problèmes les plus graves qui frappent les travailleurs. Nous devons traiter de sujets très importants, par exemple la promotion de l'emploi rural afin de réduire la pauvreté, l'augmentation de la productivité, la croissance de l'emploi, le développement social et économique et, logiquement, le renforcement de la capacité de l'OIT.

L'ordre du jour politique du gouvernement du Panama a mis l'accent sur le dialogue social en tant que processus dans lequel interviennent tous les partenaires sociaux afin d'aboutir à des accords et des consensus. Ce processus a été indispensable pour renforcer la démocratie et rechercher la paix sociale dans notre pays.

Le gouvernement du Panama estime par conséquent que le dialogue social est non seulement un moyen pour traiter des questions sectorielles importantes, mais aussi pour contribuer à la gouvernabilité démocratique, en particulier aux changements et aux transformations que nous sommes en train de promouvoir. Le nouvel ordre du jour du dialogue social au Panama recouvre aussi d'autres sujets, par exemple le développement des marchés du travail, l'éradication du travail des enfants, l'égalité entre hommes et femmes, ainsi que l'insertion professionnelle et l'accroissement des possibilités offertes aux handicapés et aux jeunes, au moyen notamment de programmes d'emploi des jeunes. La formation professionnelle et les services publics de l'emploi sont, dans cet ordre du jour, des points stratégiques aux yeux de notre gouvernement pour favoriser la productivité, la compétitivité, les investissements et le développement durable.

Il est fondamental, selon nous, de développer une nouvelle culture du travail fondée sur un dialogue franc et honnête, surtout maintenant que nous nous sommes attelés à la tâche difficile d'élargir le Canal de Panama, et nous espérons y parvenir dans des conditions de travail décent. Notre gouvernement a donc déclaré qu'il était nécessaire, dans le cadre de ce projet de grande envergure, de prévoir dans les appels d'offres une disposition en vertu de laquelle les entreprises s'engagent à appuyer et à respecter les principes du travail décent. Cela contribuera, en principe, à garantir avec détermination la protection des droits de près de 7 000 travailleuses et travailleurs qui participeront au chantier.

Nous sommes conscients des grands efforts que l'OIT déploie pour atteindre les objectifs fixés en matière de développement social partout dans le monde et qui s'inscrivent dans l'Agenda du travail décent.

C'est le meilleur moyen de renforcer le dialogue social qui est un instrument, mais aussi une fin en soi. Cela doit nous permettre de maintenir la stabilité sociale et de traduire notre engagement de renforcer la légitimité des organisations d'employeurs et de travailleurs.

L'OIT, entre autres grands mérites, a réussi à préserver le tripartisme en tant que méthode de travail équitable et efficiente, ce qui fait de l'OIT une entité dans laquelle le dialogue est mené en toute égalité et justice. Pour qu'il y ait tripartisme, il faut des organisations de travailleurs fortes et légitimes, des organisations d'employeurs légitimes et agissant avec autorité et des gouvernements s'appuyant sur la gouvernabilité démocratique. Ces facteurs font du tripartisme une valeur bien plus précieuse que l'or. Nous sommes convaincus que, dans cette enceinte comme dans d'autres de cette ampleur, nous pourrions collaborer à la lutte contre tous les fléaux qui frappent l'humanité et qui, très souvent, nous empêchent de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Enfin, nous aspirons à ce que nos peuples, les organisations sociales, les employeurs et les travailleurs, avec l'OIT, aient un avenir plus prometteur.